



Mesdames, messieurs les élus, ne rouvrez pas les écoles !

Mardi 28 avril, le premier ministre présentait son plan de déconfinement. Il y annonce la réouverture des écoles primaires à partir du 11 mai.

Le mercredi 29 avril, le ministre de la santé admettait qu'il fallait prendre très au sérieux le soupçon de cas de Covid-19 chez les enfants. En effet, au Royaume Uni, une douzaine d'enfants ont été admis en réanimation. Le lendemain, l'AP-HP confirme ce lien entre Covid-19 et des enfants atteints d'inflammation cardiaque.

Nous comprenons donc que la réouverture dès le 11 mai n'est pas dans l'intérêt des élèves, mais pour permettre aux parents contraints par leur employeur de reprendre le travail. Cette mesure obéit à la rationalité économique, mais en aucun cas à la sagesse scientifique.

Le gouvernement aurait pourtant pu suivre l'avis du Conseil scientifique. Il aurait pu suivre la décision prise en Italie, en Espagne, au Portugal, de ne rouvrir les écoles qu'en septembre.

Si le gouvernement dit maintenir la date du 11 mai pour entamer la réouverture des écoles, en réalité il laisse aux maires et aux élus le pouvoir de décider ou non de cette ouverture. Or, nombre de maires annoncent refuser de rouvrir les écoles.

Beaucoup admettent ne pas être en capacité de respecter plus de cinquante pages de protocole sanitaire digne de ceux pratiqués dans les hôpitaux. Avec quels personnels, avec quels moyens, avec quel niveau de préparation le pourraient-ils d'ici fin mai ?

Nous sommes certes actuellement moins frappés par l'épidémie, mais nous ne sommes pas à l'abri d'une seconde vague épidémique, une vague encore plus dangereuse. C'est cette seconde vague qui frappe aujourd'hui la Chine. C'est cette seconde vague qui a obligé le Japon à refermer des écoles une semaine après les avoir rouvertes.

C'est pourquoi nous vous demandons, mesdames et messieurs les élus, de ne pas rouvrir les écoles, au nom de la sécurité de nos enfants, des travailleurs du secteur éducatif et des plus fragiles autour de nous.

La CGT Educ'action
Coordination Départementale CGT des Landes des Services publics